

Les leçons du NON Irlandais au traité de Lisbonne

Posté le : 2 juillet 2008 16:58 | Posté par : Comité pour la co-nationalité en Europe
Catégorie: Institutions européennes

Ce qui frappe dans les explications données des différents NON qui se sont manifestés lors de referendum, c'est l'art de ne pas voir l'essentiel : les peuples ne veulent pas être dépossédés de leur souveraineté. Cela ne signifie pas qu'ils ne veulent pas de l'Europe. Ils la veulent comme un plus, comme une association et non comme une substitution. Faute de comprendre cette volonté somme toute légitime et sans grand mystère, les explications intéressées tournent à la farce intellectuelle.

Pour les fédéralistes, la réponse s'organise autour de deux affirmations :

- Les constitutions ou traités institutionnels sont des choses trop complexes pour les donner à voter aux peuples. Pas de referendum, jamais, sur les institutions de l'Europe.
- Le rejet provient de l'absence de « vraie » démocratie : les peuples seraient absolument ravies et décidées à voter OUI mais pour une « vraie » assemblée constituante qui créerait une « vraie » fédération européenne sur l'abaissement définitif des nations avec un « vrai » parlement « démocratique » et une « vrai » gouvernement fédéral et un « vrai » président.

Les deux propositions sont parfaitement contradictoires. Elles sont infirmées par tous les votes évoqués.

Pour les socialistes néo-communistes, qu'ils se cachent sous le vocable d'altermondialiste ou sous tout autre vocable, le non marquerait le refus d'une « Europe libérale ». Si l'argument pouvait avoir une apparence en France où persiste une mouvance communiste et para-communiste forte (cinq candidats trotskistes à la dernière élection présidentielle tout de même, et une domination intellectuelle « anticapitaliste » dans les médias, les administrations et l'Education nationale), il était déjà ridicule dans le cas de la Hollande et il l'est plus encore dans celui de l'Irlande qui a justement considéré que l'Europe risquait de remettre en cause leur politique globalement libérale et soucieuse de légalité fiscale.

C'est donc bien l'attachement national qui est la source du refus des institutions supranationales. Il faut accepter ce fait avéré et comprendre que le chemin de l'Europe ne passe pas par la supranationalité mais par les communautés et le partage. Co-nationalité, mécanismes d'associations, réglementations communes là où elles sont nécessaires, union contre les agressions extérieures, approfondissement du champ des libertés naturelles, telle est la vocation de l'Europe et non pas la création d'une Europe Fédérale avec des simulacres d'hymne, de drapeau, de Constitution, de Président etc.

Il ne faut pas rechercher d'Union Fédérale Européenne, mais un idéal communautaire qu'il s'agit de mettre en œuvre concrètement tout en affirmant les principes. La monnaie unique, l'abolissement des frontières intérieures, la suppression des barrières de toutes natures à la libre circulation des biens et des personnes à l'intérieur de l'Europe, les réglementations communautaires sur tous les sujets d'intérêt commun sont des acquis que personne ne conteste même dans les pays qui ont voté « non ». Il faut continuer dans cette voie.

Le vrai travail des européens aujourd'hui n'est plus de se battre sur des conceptions institutionnelles mais de détecter les champs communautaires nouveaux qui seront unanimement considérés comme des acquis irréversibles dans quelques années.

Comité pour une Europe Co-Nationale.